

Accord vague au forceps et in extremis à Varsovie

Environnement Le 19e Sommet du changement climatique s'est achevé samedi à Varsovie, en Pologne, avec plus d'un jour de retard, sur des avancées très modestes et une conscience de la difficulté de la tâche à venir.

Suzanne BAAKLINI

Personne n'attendait du Sommet de Varsovie plus que d'être une étape dans la route vers le sommet de Paris, en 2015, où les nations sont supposées adopter un accord global et contraignant pour réduire les émissions mondiales de gaz à effet de serre (GES), de manière à répondre aux estimations scientifiques et garder la hausse de la température de la Terre à moins de deux degrés (par rapport à l'ère préindustrielle). Mais la profondeur des dissensions et la dureté du face-à-face entre pays émergents et pays en développe- ment montrent combien ces

négociations deviennent plus ardues à mesure que le temps passe. « Est-ce que le chemin va être facile jusqu'à Paris ? Ceux qui ont vu ce qui s'est passé ici ces derniers jours savent que ce ne sera vraiment pas le cas ! » a lancé la commissaire européenne au Climat, Connie Hedegaard, à la presse après la conclusion de l'accord. Il aura fallu plus de trente heures de négociations non-stop pour qu'un accord soit adopté à Varsovie, le samedi soir, plus de 24 heures plus tard que prévu, dans une atmosphère survoltée. Les observateurs ont noté que les négociateurs des quelque 190 pays sont passés très près d'un échec total

et d'une clôture du sommet sans accord. La raison : les grands pays émergents, principalement la Chine et l'Inde, ne veulent pas qu'on leur impose des engagements similaires à ceux des pays développés, même s'ils figurent aujourd'hui en tête de liste des pollueurs (première place mondiale pour la Chine, quatrième pour l'Inde, après les États-Unis et l'Union européenne). Ces deux pays étaient considérés comme « en développement » quand les négociations sur le climat ont commencé dans les années 90 et exigent toujours que cette différenciation demeure pour l'accord de 2015, qui entrera en vigueur en 2020.

Les deux grands pays campaient donc sur leurs positions au nom de la « responsabilité historique » des pays développés. Un compromis a dû être trouvé pour faire passer l'accord, dont les termes sont les suivants : le texte appelle les États à préparer des « contributions sans préjudice de leur nature légale » pour 2015. Il est aussi demandé aux États de communiquer leurs contributions bien en avance du sommet de Paris à des fins d'évaluation. Les pays qui seront prêts pourront le faire dès le premier trimestre de 2015.

Outre les engagements de réduction des GES, la grande question discutée au cours du Sommet de Varsovie, et qui sera un pan essentiel de l'accord de 2015, est celle du financement des coûts d'adaptation et de compensations aux pays du Sud. Le texte demande aux pays développés de « continuer à mobiliser de l'argent public à des niveaux supérieurs à ceux de l'aide d'urgence décidée pour 2010-2012 (à Copenhague), soit de 10 milliards de dollars par an ». La première capitalisation du Fonds vert pour le climat « devra atteindre un niveau très significatif qui reflète les besoins et les défis que doivent relever les pays en développement pour faire face au changement climatique ».



La société civile a été souvent mécontente des négociations, au point de claquer la porte un jour avant la date de clôture du sommet. Ici, des jeunes manifestant à l'intérieur du siège du sommet.



Le stade de football à Varsovie où s'est tenu un sommet sur le climat, qui a souvent ressemblé à un bras de fer entre pays.

officielle du Parlement, a déclaré que « la feuille de route adoptée à Varsovie laisse tous les obstacles devant nous, et la France va devoir redoubler d'efforts pour espérer aboutir à un nouvel accord sur le climat en 2015 ». « Le Sommet de Varsovie n'a pas non plus apporté la clarté nécessaire sur la nature des engagements financiers des pays développés, et sans cela, il va être difficile de convaincre les pays en développement d'accepter de s'engager dans un nouveau régime juridique qui entraînerait des obligations pour eux aussi », a-t-elle ajouté.

est juste en train de faire ce que vous avez fait avant nous », a déclaré à l'AFP le président de Greenpeace International, Kumi Naido. Il faut que les économies émergentes prennent « les responsabilités qui vont avec le nouveau pouvoir qu'elles ont », a-t-il ajouté.

Du côté de la société civile, dont les principales organisations avaient claqué la porte du sommet dès jeudi, les critiques ont fusé après la publication du texte de l'accord. Des critiques qui n'ont ménagé aucun des processus de négociations en marche, ni aucun des groupes de pays, autant les pays développés qu'émergents.

Comme on peut l'imaginer, l'accord très flou sur les finances a été vivement attaqué par plusieurs organisations. « Les pays industrialisés riches ont honteusement bloqué le processus de financement, a dénoncé Meena Raman, experte en négociations à Third World Network. Ils ont bloqué toute référence à un chiffre spécifique sur le contrôle de pollution, notamment les 40 % auxquels appelle le Groupe intergouvernemental d'experts sur le climat (GIEC). Ils ont également rejeté l'objectif de financement de 70 milliards de dollars d'ici à 2016. L'ajustement des chiffres pour la période d'avant 2020 était tout aussi importante, or des pays menés par les États-Unis ont refusé la référence à des chiffres particuliers concernant la réduction des GES et la finance. C'est un échec moral

« Un échec moral épouvantable pour les pays riches »

Résumant bien le résultat de ce sommet de 2013, Corinne Lepage, députée européenne membre de la délégation

Pour 2015, Paris aspire à « un agenda positif », selon Pascal Canfin

Interview Pascal Canfin, ministre délégué auprès du ministre français des AE chargé du Développement et chef de la délégation française à Varsovie, évalue l'apport du Sommet de Varsovie dans la route vers l'accord global et contraignant qu'il est prévu de conclure à Paris en 2015, lors d'une interview réalisée peu avant la clôture du sommet en Pologne.

Propos recueillis par S.B.

« L'Orient-Le Jour » – **Quelle est votre estimation des négociations qui ont eu lieu à Varsovie ? Pavent-elles la voie à un accord à Paris ou, au contraire, constitueront-elles un obstacle ?**

C'est le cœur de ce que nous devons faire ici pour préparer un succès potentiel à Paris. Aujourd'hui, quand je vois le texte (NDLR : découlant des négociations à Varsovie et qui devait comporter une sorte de feuille de route vers le futur accord), je ne le trouve pas assez clair, les choses doivent être plus précises et nous nous battons pour cela. »

différents, nous n'y arriverons pas, voilà pourquoi nous voulons définir une vision partagée. Ensuite, nous discuterons d'une manière formelle et multiplierons les consultations informelles, de façon à proposer des solutions de compromis. C'est comme cela que nous concevons notre rôle de présidence : à l'écoute de l'ensemble des parties, mais en essayant de sentir ce qui peut faire l'objet de compromis. Si aucun État ne veut faire bouger les lignes sur les grands sujets qui seront au cœur de l'accord de Paris – financement, adaptation, etc. –, autant envoyer un e-mail à Paris plutôt qu'un négociateur ! Par ailleurs, nous voulons que Paris soit la conférence de l'ambition,

des solutions. Si on échoue à Paris, on n'aura plus aucune chance de maintenir l'augmentation de la température de la terre au-dessous de deux degrés et d'éviter ce que la Banque mondiale appelle un « cataclysme ». Aujourd'hui, le vocabulaire utilisé dans les négociations est celui du partage des efforts, des responsabilités, du fardeau. Ça ne donne pas très envie, il faut parler de partage des solutions et des opportunités de façon à pouvoir lutter vraiment contre le changement climatique. Voilà pourquoi nous voulons un agenda positif.

est un des nœuds essentiels qui entravent ces négociations jusque-là ? Le comportement de l'Inde au cours de ce sommet, qui a œuvré pour rayer le mot « équité » de la déclaration finale, en est un exemple éloquent...

C'est l'un des nœuds effectivement, sachant que personne ne conteste le principe de responsabilité commune mais différenciée. Mais personne ne conteste non plus le fait que nous sommes dans un monde différent de celui de 1990. Il faut différencier entre les pays, mais autrement que cela a été fait dans le passé, en tenant compte des émissions actuelles, autant que celles qui ont eu lieu historiquement. J'ai le sentiment qu'en travaillant

Comment comptez-vous vous y prendre sachant que le partage des responsabilités



Pascal Canfin, ministre délégué auprès du ministre français des AE chargé du Développement et chef de la délégation française à Varsovie.

impact énorme sur le changement climatique. Et c'est cela l'agenda positif des solutions et opportunités : parlons de votre problème et de sa solution tout en respectant les impératifs de limitation du réchauffement à deux degrés.

«Après la clôture du sommet, comment la formule des « contributions sans préjudice de leur nature légale » (voir texte principal), M. Canfin a estimé qu'elle n'est pas « moins forte qu'un engagement ». « On a sauté l'essentiel », a-t-il déclaré à l'AFP.

Tribune

Une coopération autour de l'eau pour un monde sûr

Par el-Hassan BIN TALAL et Sundeep WASKELAR

Le secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon a souvent insisté sur la nécessité d'exploiter le lien entre l'eau, la paix et la sécurité. Aujourd'hui, de nouvelles recherches menées par Strategic Foresight Group montrent qu'il a eu raison de le faire.

L'idéologie. Il se trouve qu'il s'agit justement des 37 pays qui ne sont pas engagés dans des négociations actives autour de l'eau avec leurs voisins.

pressions grandissantes dues à la croissance démographique et économique, à l'urbanisation, au changement climatique et à la déforestation pourraient réduire davantage les ressources hydrauliques, causant des bouleversements sociaux et économiques, mais cela n'est pas une fatalité.

et l'agriculture et les autres secteurs, et enfin, d'un forum pour une interaction fréquente entre les grands décideurs. Une infrastructure institutionnelle devrait permettre aux leaders politiques de discuter des échanges entre l'eau et d'autres commodités publiques tels le transit, la sécurité nationale et de grands travaux publics. Il faut conférer leur juste valeur aux profits pouvant être tirés de la présence d'un fleuve, au lieu de poursuivre les éternelles querelles sur des parts de ressources en baisse.

Dans plusieurs régions du monde existe une coopération active sur l'eau entre pays riverains. Dans le bassin du fleuve du Sénégal en Afrique de l'Ouest, une institution autonome, ne dépendant d'aucun pays, est en possession des barrages. En Amérique latine, l'eau du lac Titicaca est considérée comme conjointe et indivisible par le Pérou et la Bolivie. Dans le bassin du Mékong, les données relatives au flux sont harmonisées entre les pays riverains en amont, alors que les pays riverains en aval, la Chine et Myanmar, sont des partenaires dans le cadre du dialogue. Les bassins du Rhin, du Danube et de Sava, tout comme le lac Constance en Europe et le fleuve Colorado entre les États-Unis et le Mexique, sont conjointement gérés sur une base quotidienne. Tous ces pays entretiennent des relations paisibles et stables.

Les avantages d'une coopération active sur l'eau, autant en termes de développement économique que d'une paix à un niveau qui n'avait jamais été atteint, comme cela a été prouvé dans les mondes développés et en développement à l'instar de l'Amérique centrale, de l'Afrique de l'Ouest et de l'Asie du Sud-Est, devraient profiter également à l'Asie de l'Ouest et à d'autres régions. Une telle coopération repose toutefois sur le terrain de l'intellect plutôt que sur celui de la confrontation, sur la façon de penser « Blue Peace », selon laquelle l'eau est considérée comme un élément de collaboration plutôt qu'une cause de conflit.

leaders politiques, parlementaires, officiels, responsables médiatiques et experts, issus de régions qui sont le théâtre d'une discorde politique, afin d'encourager l'utilisation de l'eau pour la promotion de la paix et pour la protection et l'amélioration de notre environnement humain. Une telle communauté pourra paver la voie à la création de conseils régionaux de coopération pour la gestion durable de bassins transfrontaliers afin de faciliter le contrôle conjoint des cours d'eau, d'harmoniser les standards pour mesurer l'eau et les indicateurs climatiques, de négocier les plans d'investissements communs sur de grands projets sur l'eau, et de discuter des échanges entre l'eau et autres commodités publiques. Cela peut résulter en une amélioration des WCQ à un niveau supérieur à 33,33 en Asie et en Afrique. En effet, nous encourageons tous les pays à utiliser les WCQ pour

évaluer leur propre performance quant à la coopération avec leurs voisins, et, par le fait même, renforcer la perspective de paix et de sécurité sur leur territoire.

Sur les 148 pays couverts par le rapport Water Cooperation for a Secure World (« Une coopération sur l'eau pour un monde sûr »), 37 courent le risque d'aller en guerre sur des questions qui ne sont pas en rapport avec l'eau, à l'instar des conflits sur le territoire, de la religion, de l'histoire ou de

Néanmoins, malgré un consensus international grandissant au sein de la communauté internationale sur l'importance de l'eau en tant qu'instrument de coopération (ce qui se reflète par la décision de l'ONU de désigner 2013 comme l'Année de la coopération sur l'eau), plusieurs analystes continuent de faire des prévisions selon lesquelles l'eau serait une source de conflit potentiel. Il est vrai que les lacs, les fleuves et les glaciers reculent. Des

Une coopération active sur l'eau pourrait aider à relever les défis environnementaux et mener à une nouvelle ère de paix, de confiance et de sécurité. Au-delà des inévitables accords légaux, une coopération active nécessite la création d'institutions durables chargées de la coopération transfrontalière, de programmes conjoints d'investissement, d'une infrastructure collective pour la gestion de l'eau, d'un système pour surveiller régulièrement et conjointement les ressources hydrauliques qui va de pair avec une vision partagée de la meilleure attribution des ressources hydrauliques

Le prince Hassan bin Talal est le président du comité consultatif sur l'eau et les installations sanitaires du secrétaire général de l'ONU. Sundeep Waskelar est le président du Strategic Foresight Group.